

Les Colonies Espagnoles

En Afrique

Contrairement aux Portugais, les Espagnols n'ont jamais fait la moindre publicité autour de leur œuvre africaine, aussi le public français ignore-t-il à peu près tout de **présides** (places de souveraineté de la côte nord, et la province d'Ifni.), de Ceuta et de Melilla, d'**Ifni**, du **Rio-de-Oro** ou **Sahara espagnol**, de l'**île de Fernando-Po** et de la **Guinée espagnole**, ensemble de territoires couvrant un peu moins de 300 000 kilomètres carrés et groupant environ 400 000 habitants.

Il est vrai que le développement économique et social de ces pays qui ont cessé d'être colonies en juillet 1960 pour devenir « provinces espagnoles » est extrêmement récent : la frontière de la Guinée n'a été fixée, après accord avec les Français, qu'en 1900, et l'installation effective des Espagnols dans l'intérieur du pays n'a guère commencé qu'en 1925-1926.

Cependant, si nul ne conteste l'intérêt économique restreint des « provinces espagnoles » d'Afrique, celles-ci devraient néanmoins retenir toute l'attention de ceux qui suivent au jour le jour l'évolution politique du continent noir. Car, depuis quelques mois, un mouvement nationaliste qui possède de solides appuis extérieurs se manifeste en Guinée espagnole, territoire sur lequel la République gabonaise et la République fédérale du Cameroun ont déjà certaines revendications à formuler.

D'autre part, Ifni et le Sahara espagnol intéressent l'équilibre de toute la partie occidentale du Sahara, et, à Rabat comme à Nouakchott, on est très sensibilisé à tout ce que les autorités de Madrid entreprennent dans cette zone.

Le Rio de Oro, « Rivière d'or ») était une colonie (1884-1958) puis une province (1958-1976) espagnole, située sur le territoire du Sahara occidental. Elle est intégrée dans l'Afrique occidentale espagnole entre 1946 et 1958.

En 1958, elle devient une province espagnole et est intégrée au Sahara espagnol. Son chef-lieu était Villa Cisneros, actuelle Dakhla. Son territoire est revendiqué et majoritairement contrôlé par le Maroc depuis 1979.

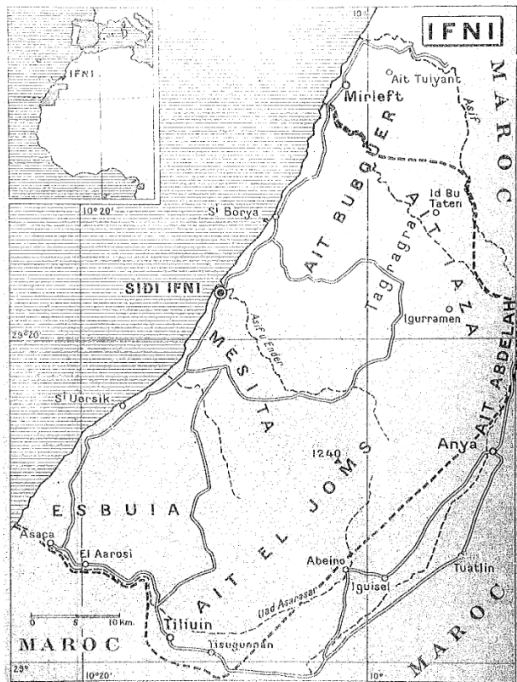
(1928 Eut lieu l'affaire de la captivité de l'aviateurs REINE et d'Edouard SERRE, Directeur des Services de Télégraphie sans Fil de la Compagnie Aéropostale, prisonniers d'une tribu maure dans le Rio-de-Oro.)

Contrairement à ce qu'indique son nom, qui parle d'or, les ressources de la province sont limitées : phosphates, dattes, et sa zone de pêche, beaucoup plus rentable. Territoire désertique, peu peuplé, le Rio de Oro coûte plus cher à l'Espagne en proportion de ce que rapportent ses maigres ressources.

La province d'**Ifni** était une ancienne province d'Espagne colonisée en 1934 et située dans le sud-ouest du Maroc, sur la côte atlantique.

Le territoire, dont la capitale était **Sidi Ifni**, a été décolonisé en 1969 pour être intégré à la région marocaine de Souss-Massa-Drâa.

Sa superficie était de 1 502 km² et sa population de 51 517 habitants



Il existe un réseau radiotélégraphique et téléphoniques : 3 centraux et 131 abonnés.

Le Sahara espagnol



Le télégraphe est installé à El Alun, à Villa Cisneros et à La Guera. En 1959 il y a deux centraux téléphoniques avec 206 abonnés.

Le Sahara occidental est un territoire de 266 000 km² du Nord-Ouest de l'Afrique, bordé par la province marocaine de Tarfaya au nord, l'Algérie au nord-est, la Mauritanie à l'est et au sud, tandis que sa côte ouest donne sur l'Atlantique.

Cette possession espagnole est une région désertique, peu peuplée mais riche en phosphates suscite l'intérêt des Etats voisins.

En novembre 1975, l'Espagne renonce au Sahara occidental au profit du Maroc, pour les 2/3, et de la Mauritanie pour 1/3.

Cet accord est aussitôt dénoncé par l'Algérie et le parti indépendantiste sahraoui du Polisario qui proclame la République arabe sahraouie démocratique en 1976. Un long conflit baptisé « la guerre des sables » s'ensuit, au cours duquel la Mauritanie renonce à sa part au profit du Maroc.

Depuis la fin des hostilités en 1991 l'ONU demande que les populations du Sahara occidental soient consultées par référendum, mais l'organisation de celui-ci a été repoussée à plusieurs reprises.

L'Espagne s'implanta dans le Sahara-Occidental entre 1509 et 1524, qui tomba ensuite sous la domination du Maroc.

Puis dans les îles Canaries (depuis 1478), de nombreux territoires en Algérie (1505 - 1555), au Maroc (1505 - 1958), en Lybie (1510 - 1551), le Sahara espagnol (1885 – 1975), en Tunisie (1535 - 1574), la Guinée équatoriale (1827 - 1968), ainsi que plusieurs îlots dans l'Atlantique.



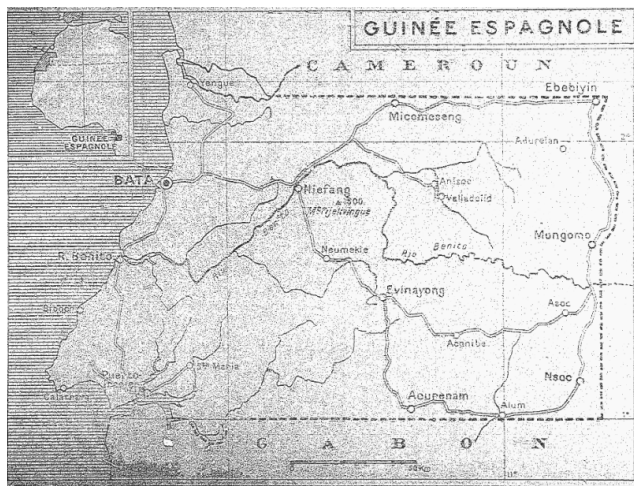
Le territoire est revendiqué à la fois par le Maroc et par la République arabe sahraouie démocratique (RASD), proclamée par le Front Polisario en 1976. Ce dernier est un mouvement dont l'objectif est l'indépendance totale du Sahara occidental, revendication soutenue par l'Algérie. Devenu un enjeu global illustrant la rivalité entre le Maroc et l'Algérie, le dossier saharien bloque toujours la construction de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Le Polisario s'appuie sur un « consensus écrasant parmi les Sahraouis vivant sur le territoire en faveur de l'indépendance et en opposition à l'intégration avec tout pays voisin », tel que décrit dans un rapport de l'ONU en 1975. Le Maroc fonde sa revendication sur les accords de Madrid et sur la base de liens d'allégeance passés entre les tribus sahraouies et les sultans du Maroc. En effet, la position marocaine met en avant l'appartenance du territoire aux différentes dynasties comme les Almoravides, issus de ce même Sahara, et les Almohades dont la monarchie actuelle est l'héritière et qualifie le conflit de relique de la colonisation⁵.

Depuis le cessez-le-feu de 1991, le Maroc contrôle et administre environ 80 % du territoire, tandis que le Front Polisario en contrôle 20 % laissés par le Maroc derrière une longue ceinture de sécurité, le « mur marocain » devenu aujourd'hui la frontière de facto.

En 1884 l'Espagne place ce territoire sous son protectorat. Le Sahara espagnol est créé à partir des territoires de Rio de Oro et de Segua el-Hamra en 1924. Il est administré en commun avec le territoire de Cap Juby (Tarfaya), séparément des territoires marocains sous protectorat espagnol. L'Espagne réorganise ces territoires en **Afrique occidentale espagnole** (1946-1958), puis en Sahara espagnol....

Territoire non autonome selon l'ONU, cette **ancienne colonie espagnole** n'a toujours pas trouvé de statut définitif sur le plan juridique depuis le départ des Espagnols, en 1976. Le 27 février 1976, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est proclamée.

La Guinée Espagnole



1968 La République de Guinée-Equatoriale, qui comprend les deux provinces de **Rio-Muni** et de **Fernando-Poo**, accède à l'indépendance le 12 octobre.

Le gouvernement de Madrid a accepté dès cet été la date proposée par les nationalistes guinéens et M. Jaime Pinias, délégué espagnol aux Nations unies, a officiellement annoncé les intentions de son gouvernement le 10 juillet dernier à New-York.

C'est dans l'amitié avec l'Espagne que les deux provinces espagnoles de Rio-Muni et de Fernando-Poo accèdent à la souveraineté internationale. Et si l'on ignore encore sous quelle forme exacte l'ancienne puissance coloniale maintiendra son aide technique et économique, du moins sait-on que cette aide indispensable sera consentie. « L'Espagne n'est pas et n'a jamais été colonialiste, elle est civilisatrice, ce qui est tout à fait différent », a déclaré en juillet dernier le général Franco dans un message aux Guinéens. Et, quelques jours plus tard, le quotidien madrilène Ya notait : « L'Espagne est fière de cette nouvelle sœur qui, après un processus décolonisateur qui n'a pas son pareil en Afrique, vient s'incorporer à la famille des peuples qui prient Jésus-Christ et parlent espagnol... »

Les propos du chef de l'Etat espagnol et les commentaires d'un quotidien considéré comme reflétant les thèses gouvernementales permettent de saisir dans quel esprit l'Espagne s'est résignée à une décolonisation réalisée sous la pression constante de certains organismes spécialisés de l'ONU et de la plupart des nations indépendantes d'Afrique.

En tout état de cause, l'économie de la Guinée-Equatoriale est relativement fragile. Certes, l'île de Fernando-Poo produit un cacao d'excellente qualité dont l'exportation suffit à assurer un niveau de vie enviable à ses habitants, mais une importante partie des habitants de Fernando-Poo sont fondamentalement hostiles au maintien de l'union entre la Guinée insulaire et la Guinée continentale.

D'autre part, la province de Rio-Muni ne dispose que de maigres ressources. Quelques exploitations forestières abattent l'okoumé, exporté vers l'Europe, et de petites plantations de cacao permettent la vente d'un produit nettement inférieur en qualité à celui récolté à Fernando-Poo.

Bata, capitale du Rio-Muni, n'est qu'une petite ville léthargique dépourvue d'installations industrielles.

Depuis quelques mois, il est vrai, d'importantes prospections pétrolières sont en cours et, compte tenu de l'abondance des ressources en pétrole du Gabon, pays frontalier, les Guinéens placent de grandes espérances dans ces recherches.

La Spanish Gulf Oil Company a entrepris une campagne de prospections en mer à partir de plates-formes venues des Etats-Unis. Associée à la Banco de Bilbao et aux mines de Rio Tinto, cette campagne a déjà décelé des indices intéressants, mais aucun puits n'est encore en exploitation. La recherche étant coûteuse et les compagnies américaines opérant en d'autres points du golfe de Guinée dont les ressources sont déjà connues — notamment au Nigeria et au Gabon, — il n'est pas exclu que les pétroliers américains préfèrent exploiter d'autres gisements africains si leurs efforts venaient à être découragés au large de Bata.

Récente, la présence américaine dans cette partie du continent noir n'en vaut pas moins d'être signalée. Elle suscite d'autant plus de commentaires que l'on a prêté à plusieurs reprises au gouvernement des Etats-Unis l'intention d'installer une base navale à Fernando-Poo.

Les deux cent soixante mille habitants de la Guinée-Equatoriale sont d'autre part profondément divisés. Les très longues négociations qui ont précédé la décision des Cortès d'accorder l'indépendance au pays ont souligné combien les désaccords étaient profonds entre les différents leaders nationalistes guinéens et combien les autorités espagnoles cherchaient à exploiter ces désaccords.

Aux soixante mille habitants de Fernando-Poo s'opposent les deux cent mille habitants du Rio-Muni. Il s'agit de deux régionalismes récents, mais vigoureux. Aux Bubis de l'île s'opposent les Fangs du continent, appartenant au même rameau ethnique que les populations du nord et de l'ouest du Gabon.

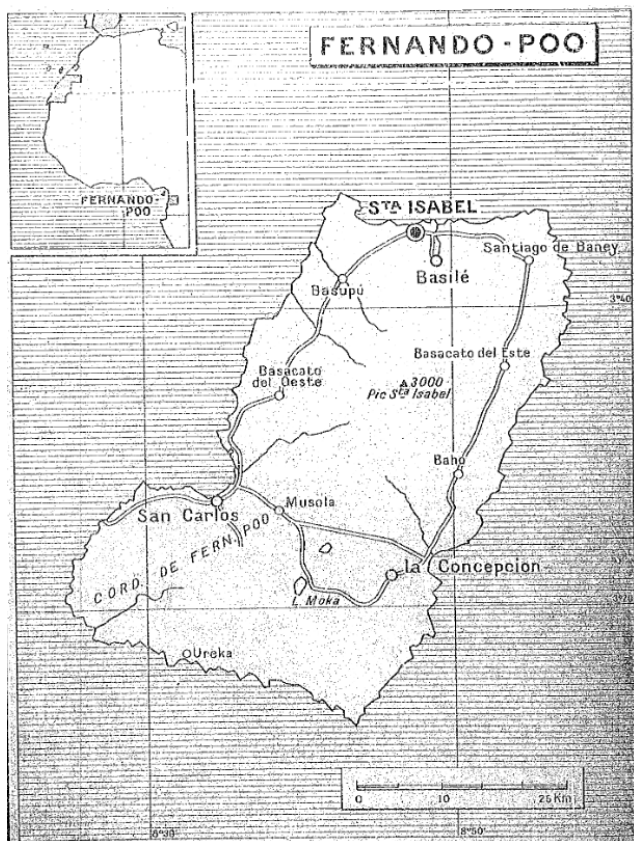
A l'occasion du référendum d'août dernier, les Bubis défilèrent dans les rues de Santa-Isabel de Fernando-Poo en proclamant : « Non à l'indépendance » et surtout : « Indépendance oui, mais sans Rio-Muni. » La consultation électorale, qui intervenait six années après l'octroi de l'autonomie aux deux provinces, fut évidemment favorable à l'indépendance — les habitants de Rio-Muni étant largement majoritaires. La commission électorale enregistra 63,1 % de « oui » et 35 % de « non » pour une participation de 93,7 %.

Cependant, le pays n'étant doté que d'un premier ministre, les élections présidentielles du mois dernier ont donné lieu à une âpre compétition entre les trois candidats, incitant les autorités espagnoles à envisager un deuxième tour de scrutin.

Contrairement aux pronostics, c'est M. Francisco Macias, président d'une coalition de trois partis, qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages. Mais ses deux adversaires, MM. Bonifacio Ondo Edu — considéré avant le scrutin comme ayant les chances les plus sérieuses — et Anastasio Ndongo, ont obtenu un nombre important de voix.

Les conditions dans lesquelles se sont déroulés le référendum constitutionnel et les élections présidentielles permettent de mesurer l'ampleur des tensions politiques qui sévissent en Guinée-Equatoriale. Ce sont ces tensions qui, plus que les revendications territoriales des pays voisins, menacent la pérennité du nouvel Etat. En effet, le Nigeria, qui, du fait de la présence de plusieurs milliers de travailleurs nigériens à Fernando-Poo, songea un moment à revendiquer cette île, a renoncé à cette exigence. Il est en effet difficile au gouvernement fédéral, en lutte contre le Biafra au nom du respect du statu quo territorial, de se comporter en expansionniste. Quant au Cameroun et au Gabon, aux dirigeants desquels on prêta longtemps des intentions précises sur ce qui constituait alors la Guinée espagnole, ils ont tous deux officiellement renoncé à incorporer Rio-Muni, dont les 26 000 kilomètres carrés ne contribueraient guère à accroître non seulement la surface mais la prospérité de leurs propres pays.

L'île de Fernando-Po



Le nom de l'île dérive de l'explorateur portugais Fernando Pó (ou Fernão do Pó), premier européen à visiter l'île au XVe siècle. D'abord colonie espagnole, l'île de Fernando Poo devient une province à part entière de l'Espagne en Afrique à partir de 1959, aux côtés de la partie continentale de l'actuelle Guinée équatoriale, et ce jusqu'à l'indépendance du pays en 1968.

Entre 1959 et 1968, la province portait également le nom de *Region Ecuatorial Española* trad., plus connue sous le nom de **Guinée espagnole**.

En 1959 on comptait 12 bureaux de Poste à Fernando-Poo et 11 à Rio Muni.

En 1960 il y avait 8 centraux téléphones, 941 abonnés concentrés à Fernando-Poo et à Bata.

La Guinée équatoriale



Superficie totale 28 051 km²

Ancienne colonie espagnole pendant la colonisation européenne de l'Afrique, la possession **Guinée équatoriale** est constituée d'un ensemble d'îles et d'une enclave continentale entre le Cameroun et le Gabon. L'émancipation de ce territoire se fait par étapes : fin de l'indigénat en 1959, régime de semi-autonomie en 1964.

Elle obtient son indépendance le 12 octobre 1968 sous la dictature sanglante du Président à vie, Francisco Macías Nguema.

Depuis son renversement par un coup d'État en 1979, le président du pays est son neveu Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Sous sa propre dictature, la Guinée équatoriale continue à connaître de graves violations des droits de l'homme.

Depuis les années 1990, la Guinée équatoriale est devenue un important pays producteur de pétrole en Afrique subsaharienne. Mais sa production décline depuis 2016 ... peu de gens ont profité des richesses issues du pétrole, et les inégalités restent très importantes

En Amérique du sud

La colonisation espagnole de l'Amérique, commencée avec les voyages de Christophe Colomb vers la fin du XVe siècle, a permis à la monarchie catholique espagnole de maîtriser une grande partie du continent (son extension maximale étant atteinte au XVIIIe siècle).

L'Espagne a ensuite perdu progressivement cette domination avec l'accès à l'indépendance des territoires, et la guerre hispano-américaine de 1898, quand les dernières colonies espagnoles (Cuba, Porto Rico, les Philippines) ont été perdues au profit des États-Unis.

Les possessions du continent Amérique constituaient une grande partie de l'empire espagnol.

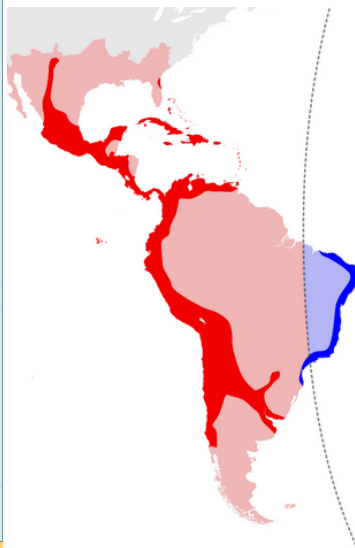
Les premières colonies étaient situées dans les *Caraïbes*, puis se sont ensuite étendues à l'Amérique centrale, la partie de l'Amérique du Sud située à l'ouest du « méridien de Tordesillas », le *Mexique*, le Sud actuel des États-Unis et enfin une partie de l'Alaska. Au début du XIXe siècle, les colonies espagnoles en Amérique commencèrent leur processus d'indépendance qui se termina autour de 1825.

Les colonies restantes de *Cuba* et de *Porto Rico* furent finalement perdues à l'issue de la guerre hispano-américaine en 1898, qui mit un terme définitif à la domination espagnole sur les Amériques.

La colonisation européenne des Amériques, ou plutôt les différents Empires coloniaux que les différentes puissances maritimes européennes ont essayé de constituer, sur plus de trois siècles, contribue à brouiller les repères, par les rivalités ainsi provoquées, batailles, guerres, pirateries, et commerce triangulaire.

L'essentiel reste l'Empire colonial espagnol (1492-1975) et l'Empire colonial portugais (1415-1999), colonisation portugaise de l'Amérique).

REALES CÉDULAS 1534-1539



A droite Carte des territoires de l'Empire espagnol pendant l'union ibérique (1580-1640).